

BENOIT CŒURE

Membre du directoire de la BCE

Merci, Jim, et bonjour à tous. Merci beaucoup pour votre invitation. J'essaierai de m'acquitter de la tâche que vous me confiez de me montrer plus perspicace que l'intervenant précédent, ce qui est un véritable défi. J'aimerais commencer par réagir à l'intervention de Kemal Dervis qui a évoqué, au début de sa présentation, la montée en puissance des économies de marché émergentes, qui change la donne de la gouvernance mondiale.

Je pense que notre attention se dirige avant tout sur la crise, mais que nous avons tendance à oublier que la plupart des défis qui se posent à nous à l'heure actuelle en termes de gouvernance remontent à avant la crise, à cette période des années 1990 qui a été identifiée comme un tournant de l'histoire, avec la montée en puissance des économies de marché émergentes.

Selon moi, la montée en puissance des économies de marché émergentes a rendu la coopération internationale à la fois plus nécessaire et plus difficile qu'avant, et c'est ce défi qui nous attend aujourd'hui. Cette coopération est d'autant plus nécessaire que l'interconnexion est accrue. Tous les intervenants ont mentionné ce dernier point. Nous avons affaire à présent à une crise qui s'étend beaucoup plus rapidement d'un point à un autre, aussi faisons-nous face à davantage de défis. La coordination est aussi devenue plus difficile à mesure que le nombre de participants a augmenté. Il y a davantage de joueurs autour de la table, comme nous le voyons au sein du G20, et ils forment un groupe plus hétérogène.

Nous savons tous qu'une structure de coopération internationale repose sur la légitimité et sur l'efficacité. Nous l'avons vu, un groupe de nouveaux joueurs est entré dans la ronde et ces participants ont une conception de l'efficacité économique et de la légitimité politique différente de la nôtre. C'est un fait que nous devons accepter et qui ne peut être remis en question. Par exemple, concernant le changement climatique, les économies de marché émergentes ont une vision différente des compromis nécessaires pour équilibrer les exigences des partenaires mondiaux et une croissance durable au niveau national ; et c'est normal, parce que leur niveau de revenus est plus faible.

Ceci m'amène à mon troisième point. Il y a, autour de la table, différentes conceptions de ce qu'est la légitimité politique parce que les systèmes politiques sont différents. Et il y a différentes conceptions de l'efficacité, avant tout parce que les niveaux de revenus divergent. Les horizons temporels – ou, comme diraient les économistes, les préférences temporelles – diffèrent. J'aime la façon dont Kemal a décrit le panorama économique comme étant un enchevêtrement de tendances sur le long terme et de situations à court terme, les unes intimement liées aux autres. J'aimerais ajouter que divers pays présents autour de la table ont des préférences temporelles différentes, aussi répartissent-ils différemment le poids des tendances à long terme et des situations à court terme.

Les pays développés sont très axés sur le court terme : c'est en ce moment la lutte contre la crise qui accapare leur attention, tandis que les économies de marché émergentes se préoccupent plutôt de créer les conditions favorables à une croissance à long terme. C'est une difficulté, et un défi qui nous pousse à rechercher des accords à ces deux niveaux. C'est donc ma première observation, en lien avec la tendance qui existait déjà avant la crise. La coordination est devenue plus nécessaire, mais aussi plus délicate.



Dès ses débuts en 2007-2008, la crise est venue ajouter des défis supplémentaires à une situation déjà difficile. Tout d'abord, elle a fait apparaître les lignes de faille qui fragilisent l'ensemble de la construction. L'abondance de liquidités de l'économie mondiale ne permettait pas jusqu'à présent de distinguer ces failles, qui sont aujourd'hui devenues flagrantes. L'intégration financière et la nécessité d'une réglementation mondiale en sont des illustrations. Avant la crise, nous n'avons pas accordé suffisamment d'attention à la réglementation financière, certainement au niveau mondial, et même, dans certains cas, au niveau local. Maintenant tout le monde s'en soucie, ce qui est bien, mais cela donne à la coordination internationale un nouvel axe de travail, qui demande à être organisé et structuré.

Le Sommet de Londres de 2009 a été un succès éclatant, mais dans un sens, et avec le recul, on s'aperçoit que la coordination est facile en période de crise : en 2009, il s'agissait de dépenser de l'argent tous ensemble, ce qui est relativement facile, et que nous aimons bien faire. À présent que la crise est derrière nous, il n'est plus question de dépenser ensemble de l'argent, mais il s'agit d'effectuer ensemble des réformes, ce qui est beaucoup plus difficile. Toute réforme doit être profondément enracinée dans la politique nationale et dans le tissu social d'un état, aussi faut-il qu'il y ait une interaction entre la politique nationale, qui rend possible la mise en place d'une réforme dans un pays, et la coordination internationale. C'est une tâche beaucoup plus difficile. Nous le constatons à l'échelle européenne. J'en parlerai davantage dans un moment.

Il s'agit là d'un nouveau mode de coordination. Je le rappelle, les économies de marché émergentes, désireuses de trouver le moyen d'atteindre une croissance à long terme qui réponde à des normes de durabilité, se concentrent de plus en plus sur les questions à long terme. Nous devons atteindre un consensus avec les économies de marché émergentes au sujet de la stabilisation macroéconomique et des réformes sociales. C'est quelque chose qui n'existait tout simplement pas auparavant. Le soi-disant Consensus de Washington a été en fait imposé aux pays en voie de développement par les pays développés. De ce fait, il n'était pas très légitime et devait être modifié. Il est certain que l'OCDE a un rôle important à jouer dans le processus de création d'un consensus international entre les économies développées, les économies de marché émergentes et les économies des pays à faibles revenus.

Je voudrais à présent dire un mot de l'Europe. Je pense que l'Europe doit donner lieu à un débat, à plusieurs titres : parce qu'elle représente une part importante de l'économie mondiale, et parce que tout ce qui se passe en Europe exerce une influence sur la croissance mondiale. Cette influence est importante, notamment sur les économies de marché émergentes et sur les économies des pays à faibles revenus. L'Europe a le devoir de résoudre sa crise, tout au moins pour aider les économies de marché émergentes et les économies des pays à faibles revenus à mettre en place une convergence des revenus. C'est l'une des responsabilités de l'Europe.

Il est également intéressant de constater que le projet européen est, dans un sens, une heureuse concrétisation de la gouvernance mondiale et de la coopération économique internationale. Je le comparerais, disons, à un jardin japonais, dont les éléments sont une reproduction de l'univers. L'Europe est un microcosme qui reproduit fidèlement les questions internationales. Nous avons en Europe un déséquilibre des comptes, comme nous l'a rappelé Kemal. Et une montée du protectionnisme. Nous avons un protectionnisme financier. C'est une illustration de tout ce qui se passe au niveau international.

Ces problèmes devraient être plus faciles à résoudre du fait que les pays européens sont, culturellement et historiquement, proches les uns des autres. Mais cela se révèle, en réalité, difficile. Angel Gurría a très aimablement comparé l'Europe au Duomo de Milan, au Dôme de Cologne et à Notre Dame de Paris, ajoutant que bientôt les échafaudages seraient retirés et que nous verrions à nouveau la cathédrale briller au soleil, ce qui était une belle image. Pour ma part, je comparerais plutôt l'Europe à la Sagrada Família de Barcelone : tout d'abord, elle est aussi

belle que bizarre. Ensuite, cela fait 50 ans qu'elle est cachée derrière des échafaudages. Blague à part, je pense que la comparaison est pertinente.

Revenons-en à la coordination internationale. Nous sommes actuellement dans une situation où la coordination est devenue plus difficile, car nous avons besoin d'efficacité et de légitimité à un niveau international, tandis que tous les acteurs en jeu, pour diverses raisons, ont aussi à résoudre des questions de légitimité et d'efficacité au niveau national. Ce phénomène est plus manifeste en Europe, bien sûr, mais il est aussi vrai pour d'autres régions du monde, comme les États-Unis. Ce pays a déjà un gouvernement divisé et des difficultés à produire de la croissance, comme nous le savons d'après les débats menés sur la question du gouffre budgétaire. Ce phénomène est également présent en Asie, où nous avons, dans certains pays, une transition politique, et aussi des dissensions politiques entre certains pays.

Nous sommes donc dans une période où tout le monde est rentré chez soi pour faire ses devoirs avant de revenir à la table du G20 avec, supposons-le, une efficacité et une légitimité accrues. C'est une situation risquée, car nous ne devrions pas nous permettre de laisser les principaux joueurs rentrer chez eux pour faire leurs devoirs. La plus grande responsabilité de l'Europe est de remettre rapidement sa maison en ordre. Permettez-moi de développer. Je suis d'accord sur bien des points avec l'intervention de Kemal Dervis, mais pas sur tous.

Comment l'Europe peut-elle remettre sa maison en ordre ? Je réutiliserai les mêmes concepts. L'Europe doit, elle aussi, gagner en efficacité et en légitimité. Une plus grande efficacité passera par une consolidation des institutions européennes, et en particulier de celles qui gèrent la monnaie unique, et si le besoin s'en fait sentir, par la création de nouvelles institutions. C'est l'objectif de l'union bancaire : créer un mécanisme de surveillance unique et un mécanisme de résolution des conflits unique, parce que l'un ne va pas sans l'autre. Cela s'appelle mettre en place des institutions.

J'aimerais faire passer ici un humble message aux politiciens européens : faisons confiance aux institutions européennes. L'idée que la crise sera résolue uniquement par le biais de négociations intergouvernementales est fautive. Si nous voulons que l'Europe fonctionne, nous devons avoir foi dans les institutions européennes. Nous devons faire confiance à la Commission européenne. Nous devons faire confiance au Parlement européen. L'Europe doit pouvoir être efficace au niveau central.

Nous pouvons améliorer la légitimité de l'Europe en appliquant le principe fondamental suivant : tout nouveau transfert ou partage de souveraineté au niveau régional doit aller de pair avec une représentation politique, en particulier au Parlement européen, mais peut-être aussi dans les parlements nationaux. Il doit y avoir un mélange des deux. C'est la direction que nous devons prendre. J'espère que le Conseil européen sera en mesure d'approuver, la semaine prochaine, peut-être pas tous les détails, mais au moins l'esprit et la direction impulsés par le rapport van Rompuy.

Pour terminer, je commenterai les paroles prononcées par Kemal au sujet la Grèce et ce qu'il a décrit comme un programme non viable et comme un manque d'engagement européen. Je suis d'accord sur le fait que le programme grec représente un défi. Tout le monde l'a reconnu. Christine Lagarde a dit un jour qu'il s'agissait là d'une « durabilité sur le fil du rasoir » et c'est encore le cas aujourd'hui. Au niveau de l'engagement européen, je soulignerai que nous entrons dans une phase où le FMI va fournir moins d'argent et où des engagements supplémentaires devront être pris par l'Europe. Le FMI a rempli le rôle fort utile de donner le coup de pouce initial au processus et par ailleurs, de fournir une assistance technique à l'Europe en concevant et en appliquant la conditionnalité. Le FMI a joué un rôle très



important, mais à mesure que la crise se prolonge, c'est à l'Europe de reprendre peu à peu la main. C'est le sens de mon message. Merci beaucoup.